

L'hon. M. Pennell: Volontiers et je m'empresse de formuler officiellement pareille requête.

M. l'Orateur: La Chambre consent-elle à ce que le décret du conseil mentionné par le solliciteur général soit publié en appendice au compte rendu?

Des voix: D'accord.

[*Note de l'éditeur: Voir à l'appendice, page 4365, le texte du décret du conseil mentionné ci-dessous.*]

LES TRANSPORTS

L'ÉTABLISSEMENT D'UN ORGANISME DE COORDINATION

A l'appel de l'ordre du jour.

M. R. N. Thompson (Red-Deer): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. A-t-il l'intention de faire part à la Chambre de l'établissement prévu d'un organisme qui serait chargé de coordonner la politique des agences de transport en matière de planification?

L'hon. J. W. Pickersgill (ministre des Transports): Je n'ai jamais entendu parler d'un tel organisme.

M. Thompson: Puis-je poser une question complémentaire, monsieur l'Orateur? Je demandais simplement s'il pouvait faire part à la Chambre des projets. J'ajouterai ceci: le ministre a-t-il l'intention de révéler ces projets au cours de l'allocution qu'il va prononcer demain à Winnipeg?

L'hon. M. Pickersgill: Je n'ai aucun projet à révéler, monsieur l'Orateur.

LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—RÉPERCUSSIONS DE LA HAUSSE DES DROITS DE PASSAGE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Reg. Cantelon (Kindersley): J'aimerais poser une question au ministre des Transports. Vu que l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent a annoncé dernièrement qu'elle veut hausser de 10 p. 100 les droits de passage et que M. Charles Gibbings a depuis peu déclaré que l'augmentation prévue des droits de passage dans le réseau des Grands lacs accroîtrait de 1½ cents les frais de transport d'un boisseau de céréales, le gouvernement songe-t-il à s'opposer à cette hausse?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Je doute que la question ait un caractère d'extrême urgence et exige une réponse immédiate. Le député pourrait peut-être envisager

de la faire inscrire au *Feuilleton*. L'urgence de cette question n'est pas très manifeste pour la présidence.

QUESTIONS POSÉES AU CABINET

A l'appel de l'ordre du jour.

M. David Lewis (York-Sud): Je voudrais poser au ministre du Commerce une question dont je lui ai donné préavis hier. Sait-il que lorsque des personnes sollicitent, au bureau de la Commission du service civil à Toronto, un emploi de recenseur pour l'été prochain, on leur dit de faire leur demande par l'entremise de leur représentant au Parlement ou de l'organisation libérale de la région? Si oui, le ministre approuve-t-il cette façon d'agir?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. La question devrait être inscrite au *Feuilleton*.

M. T. S. Barnett (Comox-Alberni): J'aimerais poser une question au ministre des Transports. Nous dirait-il s'il a cédé sa tâche d'annoncer les extensions de pistes d'atterrissage d'aéroport à un nommé J. R. Caldwell qui serait, dit-on, directeur régional du parti libéral?

M. l'Orateur: A l'ordre.

LA DÉFENSE NATIONALE

LA RÉDUCTION D'AUTRES EFFECTIFS MILITAIRES

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Étant donné l'absence du ministre et du ministre associé de la Défense nationale, je pose ma question au premier ministre. Le gouvernement a-t-il pris une décision en vue de réduire à nouveau le personnel militaire de 10 p. 100 pour se conformer à la situation réelle du recrutement et des effectifs actuels?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Je m'entretiendrai volontiers de la chose avec le ministre de la Défense nationale.

L'IMPÔT SUR LE REVENU

GERDA MUNSINGER—LE PRÉLÈVEMENT DE L'IMPÔT SUR LES RÉTRIBUTIONS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): Je voudrais poser une question au ministre du Revenu national. Le ministre a-t-il une réponse à la question cruciale, d'ordre administratif et de portée nationale, dont je lui ai donné préavis?